



NL PARTENAIRES - JANVIER 2024

ENSEMBLE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE

Cher partenaire, cher.e ami.e,

Pour commencer cette lettre d'information, l'équipe de la CPP vous souhaite le meilleur pour cette nouvelle année 2024.

Qu'elle soit porteuse d'espoir, de paix et de joie.

Collectivement, souhaitons-nous de continuer à construire cette résilience qui incarne la Transition Ecologique Juste.

Créons du lien, entre nous, avec les éléments qui nous entourent.

Travaillons nos spiritualités, quelles qu'elles soient, porteuses de changements.

Partageons nos savoir-faire, nos connaissances.

Portons haut nos voix.

C'est ensemble, et avec nos communautés, que nous pourrions cultiver cette résilience qui nous permettra d'absorber les chocs environnementaux, les chocs sociaux et politiques en cours et à venir.

Cette résilience qui nous permettra d'offrir des solutions nouvelles, positives, désirables.

Vous trouverez ici les nouvelles du collectif CPP, des projets en cours, ainsi que des liens qui pourront nourrir nos réflexions.

L'évènement marquant de 2024 sera sans aucun doute l'Assemblée des Parties Prenantes (APP) du mois de mai. Nous sommes heureux à cette perspective de retrouvailles et de partage.

Au sommaire :

Introduction / Voeux
PAGE 01

Info CPP et projets
PAGES 02 A 04

Focus APP
PAGE 05

Communication
PAGE 06

Que se passe-t'il autour de
la CPP ?
PAGES 07 ET 08



Dynamique régionale Amérique Latine : Rencontre à Ayacucho - PEROU

43 participant.es, dont 9 paysan.nes et autochtones issus des communautés ayant participé au processus de recherche-action sur les biens communs, étaient à Ayacucho (Pérou) pour l'Assemblée Régionale de la CPP sur la transition écologique juste (TEJ). Cela a permis de rendre plus visibles les dynamiques locales de promotion de TEJ impulsées par les partenaires (via une visite de terrain au sein de la communauté de Culluchaca) et de projeter ensemble le travail pour la 2ème tranche de la CPP, en dégagant des pistes pour le plaidoyer et la communication. L'Assemblée a aussi cherché à renforcer l'apport de la dynamique régionale à la dynamique mondiale. La participation du coordinateur régional Amérique Latine du Programme TAPSA (Transition agroécologique paysanne pour la souveraineté alimentaire) du CCFD-Terre Solidaire, a ouvert des portes pour envisager des mécanismes de collaboration entre nos programmes respectifs. En parallèle s'est tenu un séminaire à l'Université Nationale San Cristóbal de Huamanga sur les semences paysannes dans un contexte de changement climatique.

« Des réalisations multiples, à approfondir, consolider et diffuser »



Programme agroécologie au Sahel : webinaires sur les Semences Paysannes (SP)

Le PAES a tenu un cycle de webinaires sur les semences paysannes pour avoir une meilleure connaissance sur les enjeux autour de ces notions. La 1ère session a eu lieu en avril, autour des systemes semenciers paysans (SSP). Une présentation sur l'importance des SP dans l'agroécologie (Anne Dena, Jardins d'Hambe) a été suivie par un point sur les lois en Afrique sur les SP (Famara Diediou de l'Alliance Africaine pour la Souveraineté alimentaire). Des grands points sont ressortis, comme la nécessité de rassembler des paysans autour d'une coopérative semencière, la valorisation des SP cultivées par les anciens, la gouvernance des SP par la communauté paysanne.



En mai, des participant.es d'Asie et d'Amérique Latine ont pu enrichir la session autour de la gestion des SSP par le partage d'expériences autour de la sélection, conservation et protection des semences (Père Aloysus, CARITAS Myanmar). Au Brésil, des stratégies de défense des semences sont également à l'oeuvre (Luiza Damigo, ASPTA et Miriane, collectif Triunfo) tandis qu'au Bangladesh, les communautés se mobilisent autour des maisons de semences (Arook Toppo, Caritas Bangladesh). L'importance de l'agroécologie dans la gestion des SP a également été souligné, notamment au Kenya (Kevin Kokou, de Jesuit Justice and Ecology Network).



En juin, une session autour des politiques et actions pour les semences : Sahar Meddeb de l'Association Tunisienne de permaculture a présenté des pratiques de sensibilisation et de plaidoyer pour la protection des SP. Ibrahim Diori, militant et membre de l'AFSA, a présenté une offensive juridique contre le droit des paysans à leur semence en Afrique de l'Ouest. Alimata Traore, présidente de la Convergence des Femmes Rurales pour la Souveraineté Alimentaire (COFERSA) au Mali a donné son regard sur la loi et l'importance du travail de plaidoyer. Une feuille de route a ensuite été déterminée avec les participants.



Dynamiques régionales Villes durables et inclusives

Le 20 décembre 2023 s'est tenu en ligne le premier atelier régional sur la thématique des Villes Durables et Inclusives en Asie, en présence de Caritas Bangladesh, Sahmakum Teang Tnaut (STT) et Indo-Global Social Service Society (IGSSS). Cet espace de discussion a permis d'aborder avec le même ton l'urgence de mettre en place des stratégies d'adaptation afin de réduire le risque causé par l'intensification des catastrophes naturelles en milieu urbain, et ainsi mieux gérer les déplacements des communautés. Ce sont notamment les enjeux de droits de propriétés, de logements décents et d'accès aux services de base qui ont émergé. Toutes ces thématiques sont liées à la typologie urbaine des villes, dans lesquelles l'informalité n'est pas encore assez prise en compte au niveau institutionnel. Les partenaires ont souligné le besoin accru d'une gouvernance urbaine participative et inclusive, fondée sur des politiques prenant davantage en compte les intérêts des populations les plus vulnérables. Un second atelier est prévu en Asie fin juin 2024.

« Les villes font leur entrée dans la CPP »



La Tranche 2 de la CPP a démarré en octobre 2023, et a été marquée par ce nouveau volet urbain avec l'intégration de deux nouveaux projets :

- “Satat Shehar - Promouvoir des villes durables et résilientes” en Inde, mis en œuvre par IGSSS vise à promouvoir la résilience des villes grâce à des actions menées par les populations pour un développement urbain intelligent et sensible au climat au niveau local, de la ville, de l'État et au niveau national. IGSSS prévoit de renforcer les capacités de 5 réseaux de la société civile et de les accompagner à s'engager et collaborer avec les agences et les départements de l'État pour des villes durables et résilientes.
- “NIRAPAD NAGAR : promouvoir des villes durables, inclusives et sans danger” mis en oeuvre par Caritas Bangladesh à Dhaka, s'articule autour de 3 volets principaux : Renforcement des capacités des populations locales pour accroître la résilience ; Mobilisation communautaire grâce à l'activation et la réactivation de groupes existants ; Création de partenariats et collaboration avec divers acteurs publics et privés.



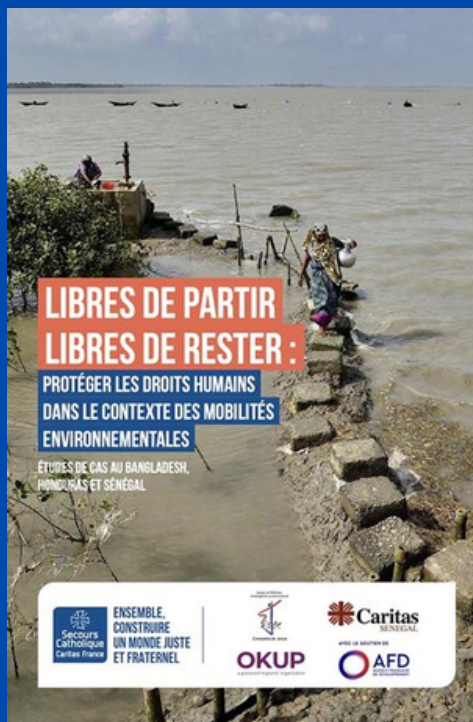


Publication de l'étude sur les migrations environnementales

Le mardi 26 septembre, à l'Académie du Climat à Paris a été lancée la publication de l'étude sur les migrations environnementales, réalisée par le Pôle Plaidoyer International du Secours Catholique.

La conférence-débat était un événement ouvert au grand public. Etaient également invités des acteurs institutionnels, décideurs politiques, et organisations françaises et internationales. Au total, 95 personnes se sont inscrites, et environs 80 sont venues.

L'objectif de cette conférence-débat était de diffuser les résultats de l'étude, mettre en avant les partenaires, sensibiliser sur les impacts ramifiés de la dégradation de l'environnement pour les communautés impactées, et sur les besoins qui ont été identifiés. Pour ce faire, étaient rassemblés autour d'un panel de discussion les 3 partenaires de l'étude (OKUP Bangladesh - Caritas Sénégal et un partenaire hors CPP au Honduras), Catherine Withol de Wenden, avec Camille Sarazin (journaliste spécialisée sur les questions environnementales) à la modération. Véronique Devise a donné un discours d'introduction.



[Lien de l'étude ici](#)



Point recherche

Le 28 septembre dernier un séminaire de synthèse sur le thème de l'Agroécologie et la TEJ a été organisé par notre partenaire de recherche le GEMDEV afin de rassembler chercheur.es universitaires et partenaires de la CPP pour réfléchir ensemble. A ce titre, les chercheuses Marie de Lattre Gasquet et Fatma Zahra Rostom ont partagé plusieurs enseignements sur les études prospectives sur le potentiel de transformation de l'agroécologie.



Par la suite, deux sessions ont porté sur le travail réalisé par l'IRAM et les partenaires sahéens ainsi que ACLO (Bolivie) et Caritas Bangladesh sur les trajectoires de transition sur leurs territoires. Lors de la dernière session, l'école AgroParis Tech a partagé les premiers éléments du travail réalisé (Brésil, Sénégal et Bolivie) sur la place de l'agroécologie dans la transformation de l'agriculture familiale et l'intégration croissante aux marchés.

Le lendemain, lors d'une seconde session du Comité Scientifique (CS) ont été abordés les premiers résultats des capitalisations en cours et du travail autour de la publication de l'étude Migrations Environnementale. Le CS a validé la présentation d'un deuxième projet de recherche-action et établi une liste de thèmes d'animation et d'étude potentiel qui ont été soumis pour sélection finale au Comité Stratégique du mois d'octobre.

[Lien vers l'enregistrement de la journée](#), accès avec le code suivant : 71e@gt@

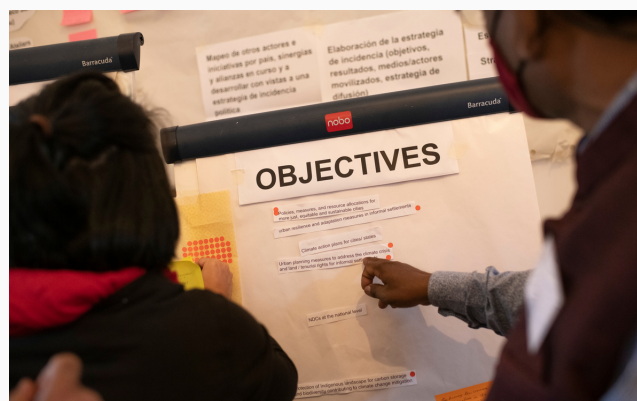


« Une semaine pour échanger sur notre vision commune de la Transition Ecologique Juste »

Deuxième assemblée des parties prenantes

Comme nous vous l'avions annoncé dans la précédente Newsletter, la prochaine Assemblée des Parties Prenantes de la CPP aura lieu **du 27 au 31 mai 2024**.

Elle se tiendra à Lourdes, à la Cité Saint Pierre, lieu d'accueil du Secours Catholique Caritas France, lieu inspirant et propice à la réflexion et aux rencontres.



L'objectif principal de cette deuxième Assemblée est de continuer sur la construction de notre vision commune de la Transition Ecologique Juste.

Un comité de préparation est à l'oeuvre pour cette rencontre, et nous comptons sur vous pour y contribuer.

La semaine sera organisée autour de 3 grands temps principaux :

- un fil rouge autour de la construction de notre vision commune, avec une large place laissée à des temps de spiritualité
- un espace de partage des expériences vécues par les partenaires et les communautés, de débats autour de ces expériences, de ce qui nous rassemble dans ces expériences et qui puisse être décliné en plaidoyers communs

Quatre grands thèmes seront explorés :

- Les communs
 - L'agroécologie
 - Les territoires (avec un accent sur les peuples autochtones)
 - Le lien urbain rural
- un temps de travail autour des leviers de changement vers cette transition à laquelle nous aspirons (renforcement du pouvoir d'agir, prise en compte du genre, apprentissage...)



Site internet, communication et partage de connaissance

Plusieurs enjeux de notre programme gravitent autour de la communication :

- Pour être visibles, pour changer d'échelle, et aussi pour nous reconnaître comme faisant partie d'une même communauté, il est important d'avoir une identité visuelle propre
- Pour partager nos savoirs, nos productions, études, capitalisations, actualités, provoquer des échanges - nous avons besoin d'un espace partagé où stocker et diffuser ces informations
- Nous avons aussi besoin de donner à voir les expériences réussies, inspirantes, les nouveaux récits qui seront la base du changement de paradigme que nous appelons de nos vœux,

Avancée du site Internet

Nouveaux dans l'équipe CPP, deux bénévoles, Delphine et Kurt travaillent à l'élaboration du site Internet. Il servira à la fois de vitrine pour la CPP, mais aussi d'espace de partage de connaissances pour tous les partenaires.

Un gros travail de suivi du prestataire, et de rédaction pour alimenter le site avec toutes les informations est en cours. Nous espérons pouvoir lancer le site lors de l'Assemblée des Parties Prenantes de mai.

Identité du programme

CPP est un acronyme qui correspond au dispositif de notre bailleur principal, l'AFD. Mais il nous est difficile de nous reconnaître derrière cet acronyme. Par ailleurs "Transition Ecologique Juste" est un nom long qu'il est difficile d'utiliser comme nom de programme. Pour cela, nous vous proposons deux alternatives, et aimerions avoir vos retours.

Choix 1 : Résilience en commun - Resiliencia en común - Resilience in common

Choix 2 : Communautés résilientes - Comunidades resilientes - Resilient communities

Choix 3 : Révolution Ecologique - Revolución Ecológica - Ecological Revolution



Inspiration de partenaires

Notre partenaire Caritas Colombie a fait un travail remarquable sur son identité visuelle, qui est partagée ici



Aussi, le Programme Agroécologie au Sahel a réalisé des vidéos dessinées pour présenter le programme.

Vous trouverez ici :

- [la vidéo de présentation globale](#), qui met au cœur de ses actions la mise en réseau
- [les actions de terrain au Niger](#) sur les semences paysannes
- [au Sénégal](#) sur la filière tomate
- et [au Togo](#) sur complémentarité entre l'agriculture, l'élevage et l'agroforesterie





FORM'ACTION SUR LA GESTION DURABLE DES TERRES EN MAURITANIE

Caritas Mauritanie organise début février 2024 une formation de formateurs menée par le CARI sur la gestion durable des terres. C'est l'occasion de convier deux représentantes du PAES, afin de diffuser les apprentissages dans le cadre du programme. L'opportunité de visiter les projets terrain de Caritas Mauritanie qui entrent tout juste dans la CPP sera aussi saisie.

Autour de la CPP
« Un écosystème pour s'enrichir et dialoguer »

SESSION NATIONALE 2023 ACCÈS DIGNE À L'ALIMENTATION DURABLE ET DE QUALITÉ

Du 10 au 13 octobre 2023, le réseau sur l'accès digne à l'alimentation durable et de qualité s'est retrouvé dans l'Hérault pour se rencontrer, partager une vision commune et avancer sur ses projets.

38 délégations et directions du SCCF représentées, 140 participants, des ateliers pour expérimenter en sous-groupes des animations sur le thème de l'alimentation : des visites inspirantes autour du monde agricole, des solidarités paysannes et du développement du pouvoir d'agir ; des « halles ouvertes » pour avancer sur nos projets et s'interroger sur quelles questions travailler et discuter avec d'autres ? ; des fraternités ; des temps d'éveils collectifs ; et aussi des temps de plénière pour s'accueillir, partager une vision commune de l'accès digne à l'alimentation, d'ici et l'ailleurs. La vidéo de présentation de la rencontre est disponible.

Cet atelier a vu la participation de deux personnes de Caritas Brésil, Graça Ramos et Keila Maraes pour croiser nos savoirs et expériences sur les questions alimentaires - et, parce que la Caritas Brésil a un regard particulier à la fois sur les enjeux de souveraineté alimentaire et des luttes paysannes - et donc, la dimension politique de l'alimentation - et aussi sur le lien entre écosystème, alimentation et spiritualité.

En route pour le FOSPA de juin 2024 en Bolivie

Le prochain FOSPA (Forum Social Panamazonien) attend la participation de plusieurs milliers de personnes et plus de 100 d'organisations. Les principaux sujets qui seront abordés seront :

- i) Assainissement, titrage et autonomie des territoires autochtones
- ii) Respect des droits des populations autochtones;
- iii) Urgence climatique et hydrique;
- iv) L'Amazonie: ni exploitation minière ni mercure; les alternatives à l'extractivisme;
- v) Les Femmes autochtones comme source de changements

Plusieurs membres latino-américains de la CPP seront présents, en tant que membres des FOSPA nationales. Ce 11ème FOSPA sera celui des propositions de modèles alternatifs. Après des décennies de dénonciations des ravages subis, les peuples amazoniens et leurs alliés souhaitent montrer que d'autres solutions existent et qu'il n'est pas trop tard ! #FOSPABolivia2024#Défenseduterritoire#



COP 28 : UN PREMIER PAS VERS LA FIN DES ÉNERGIES FOSSILES...

Du 29 novembre au 13 décembre, le Secours catholique était présent à la COP28 pour porter son plaidoyer pour plus de justice climatique. L'heure est au bilan !

La société civile du monde entier, a réussi, grâce à son pouvoir collectif, lors de la COP28 à Dubaï, à mettre l'accent sur la fin des énergies fossiles. Les mobilisations tout au long de l'année et dans les couloirs de la COP ont abouti à ce que les pays s'entendent sur la transition hors des combustibles fossiles. Cependant, malgré un signal politique fort, le manque de moyens s'ajoute à des paris technologiques dangereux, qui nous éloignent d'une sortie rapide, juste et équitable des énergies fossiles.

Il faut tout de même reconnaître l'avancée majeure en matière de financement climat, à travers l'opérationnalisation du Fonds pour financer les pertes et dommages liés aux effets du changement climatique, marquant l'aboutissement de 30 ans de lutte acharnée par les pays en développement. Cependant, le montant des premières contributions ponctuelles reste dérisoire au regard des besoins des pays vulnérables pour faire face aux impacts les plus sévères du changement climatique. Nous continuerons à faire entendre notre voix lors de la COP29 pour revendiquer des politiques climatiques justes.





Réflexions sur la compensation carbone

Le Secours Catholique, le CCFD et la commission Justice et Paix ont publié un rapport sur la compensation carbone.

La compensation carbone est de plus en plus plébiscitée par différents acteurs pour financer des projets d'afforestation dans les pays du Sud afin d'« absorber » les émissions liées à leurs activités. De nombreuses entreprises multinationales louent ou achètent ainsi des dizaines de milliers d'hectares de terres fertiles et nourricières dans l'objectif de « compenser » une partie de leurs émissions de gaz à effet de serre générées par leurs activités. Cela peut se faire directement ou indirectement en achetant des crédits carbone.

Mais, à l'heure de l'urgence climatique, cette pratique est controversée non seulement du fait de son inefficacité, mais aussi car elle détourne des efforts nécessaires pour réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre. Cette fausse solution déresponsabilise les acteurs qui y ont recours. Surtout, l'accroissement de la demande de terres pour les plantations d'arbres porte en elle le danger d'une financiarisation accrue de la nature allant de pair avec un accaparement de larges pans de territoire au détriment des populations locales, de leurs modes de vie et de leur capacité à produire leurs ressources vivrières.

<https://www.secours-catholique.org/m-informer/publications/la-compensation-carbone-au-prix-des-droits-humains>



Paroles de partenaires - TAM en Palestine

Depuis le début de l'attaque israélienne contre la Palestine en octobre 2023, les civils de Gaza sont confrontés à de graves problèmes humanitaires résultant des lourdes frappes aériennes israéliennes. Au moins 23 084 civils palestiniens ont été tués par les forces d'occupation israéliennes à Gaza, dont 70 % d'enfants et de femmes. 58 926 personnes ont été blessées et 85 % de la population a été déplacée de force et se trouve au bord de la famine. Plusieurs milliers de personnes sont encore sous les décombres. Tout cela a entraîné une crise humanitaire très difficile, ainsi qu'une situation économique difficile où la plupart des gens n'ont pas d'emploi et luttent pour se procurer de la nourriture.

Il convient de noter que les femmes sont particulièrement visées et affectées par les attaques, tant à Gaza que dans la rive occidentale.

Le projet CPP de TAM rencontre des difficultés principalement dues aux blocus et à la détérioration de la situation économique en Cisjordanie. En effet, les bénéficiaires sont profondément affectés par la situation et les gens se concentrent principalement sur la recherche d'un emploi et de moyens de subsistance. Ainsi, la mise en œuvre de certaines activités (ateliers, initiatives d'autonomisation économique, campagnes de plaidoyer et de sensibilisation aux questions sociales et environnementales) est très difficile. Toutefois, ce contexte a permis à certaines de nos femmes bénéficiaires d'assumer des rôles de leadership et de se joindre à TAM pour trouver un moyen de mettre en œuvre nos projets de manière utile.

Nous avons besoin que l'agression israélienne prenne fin, car il s'agit de la pire crise humanitaire de notre histoire.